

AFRIQUE DU SUD : 20 ANS DE DÉMOCRATIE CONTRASTÉE ?



RAPHAËL PORTEILLA *

L'année 2014 a été placée en Afrique du Sud sous le signe des célébrations des vingt ans de démocratie, donnant lieu à de nombreux événements et manifestations. La longue histoire de lutte et de résistance a en effet débouché sur une transition politique somme toute rapide et réussie car sans bain de sang (1990-1996), elle-même pavant le chemin de la nouvelle démocratie sud-africaine.

Sur le plan politique et constitutionnel, d'indéniables progrès ont été accomplis depuis 20 ans. Il est en effet admis que le nouveau texte constitutionnel adopté en mai 1996 a permis d'asseoir la démocratie sur de nouvelles valeurs partagées, de faire valoir des droits et des libertés pour toutes et tous et de fixer un cadre institutionnel renoué. Le nouvel État de droit s'est en particulier incarné dans le rôle joué par la Cour constitutionnelle qui a su s'imposer dans le paysage juridique et donner des gages d'indépendance à l'égard du pouvoir politique, ce qui a participé à la stabilisation des institutions et du paysage politique. Certes, même si celui-ci est depuis 1994 assez largement dominé par l'ANC aussi bien au niveau national, provincial que local (en réalité, une triple alliance ANC, SACP et COSATU) et bien qu'un certain

* CREDESPO, UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

déclin puisse être observé lors des élections d'avril 2014¹, il n'en reste pas moins que le multipartisme a pu s'exprimer et que les évolutions depuis les années 2000 témoignent d'une vitalité réelle de la vie politique sud-africaine. En dépit de plusieurs périodes pour le moins tendues et de fortes critiques (affaire de corruption, tendance autoritaire, personnalisation du pouvoir, etc.), l'ANC, sans être exempte de reproches, a su donner au pouvoir politique une forme et un sens que l'Afrique du Sud n'avait jamais connus, comme le souligne l'article de Marianne Séverin.

Cependant, si ce pays s'est ouvert à la démocratie, le poids du contexte socio-économique encore lourd de l'héritage de l'apartheid et de la colonisation et soumis aux contraintes de l'insertion dans la mondialisation libérale, a sans aucun doute eu des effets sur les choix politiques qui sont résumés dans le titre de l'article de Patrick Bond, « Paroles à gauche et actions à droite ».

Car la démocratie sud-africaine ne peut se réduire à la seule dimension politique et institutionnelle. Non seulement parce que ce cadre est lui-même objet de dérives et de perversions nombreuses rendant la démocratie sud-africaine incertaine, mais aussi parce que cette démocratie est intrinsèquement liée à la répartition du pouvoir social, à la (re)construction de la nation et à l'amélioration de la vie pour tous les citoyens².

Ce dossier ne sera pas à proprement parler un bilan, mais plutôt, à travers les divers articles, une mise en perspective visant à sonder les contours et les contenus de cette démocratie en partant des luttes qui se poursuivent depuis son avènement en 1994, comme autant de rappels d'une évidence : la démocratie n'est qu'un processus nécessitant sans cesse attention et vigilance de sorte à ne pas laisser de côté sa logique émancipatrice au bénéfice de l'épanouissement de tous.

Sans pour autant avoir la prétention d'embrasser toutes les facettes de ce pays, ce dossier invite à questionner la démocratie non pas seulement entendue comme un procédé formel et

¹ Voir les tableaux à la fin de ce dossier. Le résultat de 2014 souligne une baisse en pourcentage de voix et en sièges à l'Assemblée nationale questionnant la perte de crédibilité d'un mouvement de libération – comme dans d'autres configurations africaines. *Weekly Mail and Guardian*, 19 décembre 2014.

² C'est sur cette idée que s'est tenu les 25 et 26 septembre 2014, à Dijon, un colloque dont la publication des actes est prévue en 2015. Les présents articles de ce numéro constituent une synthèse de certaines des interventions.

institutionnel impliquant une participation souvent résignée à des élections régulières et ouvertes, mais qui ne changent rien aux grandes orientations politiques, mais aussi comme un processus permettant le partage réel du pouvoir social entre tous les membres de la collectivité sans exclusive ou limite.

Dans cette perspective, il semble pertinent de questionner la (jeune) démocratie sud-africaine non pas par « le haut » mais par le « bas », à travers les luttes sociales, politiques, les résistances ainsi que les mouvements sociaux que ce pays observe encore, d'autant que l'Afrique du Sud a connu une longue histoire de luttes pour sa libération dont on pourra retrouver des liens dans les mouvements sociaux postapartheid.

Entendus de façon large comme « une entreprise collective de revendications et de contestations qui vise à se faire connaître du public le plus large et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des solidarités ou qui les inventent pour la circonstance (les nouveaux mouvements sociaux, par exemple) et dont la finalité est d'imposer des changements d'une importance variable dans la structure sociale et/ou politique par le recours à divers répertoires d'action institutionnalisés ou non », ces luttes ou mouvements sont alors à observer à la fois comme révélateurs de problèmes récurrents qui peuvent pervertir et fragiliser l'idéal démocratique (dont une partie reflète l'engagement de ce pays dans un libéralisme débridé), mais également en tant qu'indicateurs d'une démocratie dynamique et vivante, au risque d'une récupération politique ou d'une réponse répressive du pouvoir (la dramatique répression de Marikana à l'été 2012 en témoigne), très mal vécue dans ce pays. Les divers luttes et mouvements sociaux en Afrique du Sud (civics, associations communautaires, nouveaux mouvements...) participent de cette perspective autant par leur dimension revendicatrice que par les moyens retenus pour les exprimer, par les finalités poursuivies ou par les risques encourus.

Ce faisant, ces mouvements et luttes, qui ont connu différentes périodes lors de ces 20 années de démocratie (socialisation politique, déclassement, neutralisation, renouveau contestataire) ont produit les conditions d'une démocratie sud-africaine contrastée, comme en témoignent les articles de Serges Djoyou, Jacqueline Dérens et Nancy Andrew, et qui portent tous un regard sur une dimension spécifique de cette jeune démocratie que l'on connaît peut-être un peu moins en France (l'éducation, les femmes ou la réforme agraire).

RAPHAËL PORTEILLA

Les débats sont encore nombreux dans ce pays, orphelin de Nelson Mandela depuis le 5 décembre 2013, et l'avenir est encore à construire pour donner enfin tout son sens au slogan de l'ANC « *better life for all* »... qui pour l'instant tarde à se concrétiser et peut être lourd de conséquences.

AFRIQUE DU SUD : 20 ANS DE DÉMOCRATIE CONTRASTÉE?

Résultats des élections à l'Assemblée nationale 1994-2014 (400 sièges- Scrutin proportionnel de liste)

	1994		1999		2004		2009	
	%	sièges	%	sièges	%	sièges	%	sièges
ANC	62,65	252	66,35	266	69,68	279	65,90	264
DP/DA	1,73	7	9,56	38	12,37	50	16,70	67
NP/NNP	20,39	82	6,87	28	1,65	7	-	-
IFP	10,54	43	8,58	34	6,97	28	4,77	18
UDM	-	-	3,42	14	2,28	9	0,86	4
ACDP	0,45	2	1,43	6	1,60	6	0,80	3
VV/FF+	2,17	9	0,80	3	0,89	4	0,86	4
PAC	1,25	7	0,71	3	0,73	3	0,29	1
UCDP	-	-	0,78	3	0,75	3	0,43	2
ID	-	-	-	-	1,73	7	0,94	4
COPE	-	-	-	-	-	-	7,37	30
AZAPO	-	-	0,17	1	0,25	2	0,19	1
MF	0,07	0	0,30	1	0,35	2	0,33	1
APC	-	-	-	-	-	-	0,20	1

2014

47

	%	Sièges
ANC	62,15	249
DA	22,23	89
EFF	6,35	25
IFP	2,4	10
NFP	1,57	6
UDM	1	4
VF+	0,9	4
COPE	0,67	3
ACDP	0,57	3
AIC	0,53	3
AGANG SA	0,28	2
PAC	0,21	1
APC	0,17	1

Sources : composés à partir des chiffres de l'IEC.

Les présidents de la République (5 ans, élu par l'Assemblée nationale, renouvelable une fois)

Nelson Mandela : mai 1994 - mai 1999 (décédé le 5 décembre 2013).
Thabo Mbeki : mai 1999 - septembre 2008 (démission).
Kagela Motlanthe : septembre 2008 - mai 2009.

RAPHAËL PORTEILLA

Jacob Zuma : mai 2009-2014 et réélu en mai 2014.

Résultats des élections provinciales 2004-2014 (nombre de sièges)

2004	ACDP	ANC	DA	ID	IFP	MF	PAC	UCDP	UDM	FF+	TOTAL
E Cape	0	51	5	0	0	0	1	0	6	0	63
Free State	1	25	3	0	0	0	0	0	0	1	30
Gauteng	1	51	15	1	2	0	1	0	1	1	73
KWZN	2	38	7	0	30	2	0	0	1	0	80
Limpopo	1	45	2	0	0	0	0	0	1	0	49
Mpumalanga	0	27	2	0	0	0	0	0	0	1	30
North West	0	27	2	0	0	0	0	3	0	1	33
N Cape	1	23	3	2	0	0	0	0	0	1	30
W Cape	2	24	12	3	0	0	0	0	1	0	42
Total	8	311	51	6	32	2	2	3	10	5	430

2009	ACDP	ANC	DA	ID	IFP	MF	PAC	UCDP	UDM	FF+	COPE	TOTAL
E Cape	0	44	6	0	0	-	0	0	3	0	9	63
FreeState	0	22	3	0	0	-	0	0	0	1	4	30
Gauteng	1	47	16	1	1	-	0	0	0	1	6	73
KWZN	1	51	7	0	18	2	0	0	0	0	1	80
Limpopo	0	43	2	0	0	-	0	0	0	0	4	49
Mpumalanga	0	27	2	0	0	-	0	0	0	0	1	30
North West	0	25	3	0	0	-	0	2	0	0	3	33
N Cape	0	19	4	2	0	-	0	0	0	0	5	30
W Cape	1	14	22	2	0	-	0	0	0	0	3	42
TOTAL	3	292	65	5	19	2	0	2	3	2	36	430

48

2014	ACDP	AIC	ANC	DA	IFP	EFF	MF	NFP	FF+	COPE	UDM	BRA	Total
E Cape		1	45	10		2				1	4		63
FS			22	5		2			1				30
Gauteng			40	23	1	8			1				73
Kwzn			52	10	9		1	2					80
Limpopo			39	3		6				1			49
Mpumalanga			24	3		2						1	30
N West			23	4		5			1				33
N Cape			20	7		2				1			30
W Cape	1		14	26		1							42

Sources : composés à partir des chiffres de l'IEC.

Les premiers provinciaux (2014)

E Cape	P. Masualle (ANC)
FreeState	A.Magashule (ANC)
Gauteng	D.Makhura (ANC)
KWZN	S. Mchunu (ANC)
Limpopo	S. Mathabatha (ANC)
Mpumalanga	D. Mabuza (ANC)
North West	S. Mahumapelo (ANC)
N Cape	S. Lucas (ANC)
W Cape	H. Zille (DA)

AFRIQUE DU SUD : 20 ANS DE DÉMOCRATIE CONTRASTÉE?

Les provinces sud-africaines (Principaux indicateurs)

Provinces	Population - % population totale	Capitale	Contribution au PNB national (%)	Chômage (%)	Pauvreté (en % en dessous du seuil)
EasternCape	6,91 m - 14,4%	Bisho	7,8	26	62
Free State	2,97 m - 6,2%	Mangaung (Bloemfontein)	5,4	27	49,1
Gauteng	9,96 m - 20,2%	Johannesburg	33,6	23	34,8
KwaZuluNatal	10,01 m - 20,9%	Mzunduzi (Pietermaritzburg)	16,3	28	51,1
Limpopo	5,40 m - 11,3%	Polokwane	6,8	33	62,7
Mpumalanga	3,54 m - 7,4%	Nelspruit	6,8	26	55
North West	3,39 m - 7,1%	Mafikeng	6,4	32	52
Northern Cape	1,10 m - 2,3%	Kimberley	7,9	26	42
Western Cape	4,84 m - 10,1%	Cape Town	14,6	17	23,1

Sources : chiffres tirés de *South Africa at a Glance* 2008-2009.

L'Afrique du Sud en un clin d'œil

50

Indicateurs politiques	
Nom officiel	République d'Afrique du Sud
Superficie	1 219 912 km ²
Population (2011)	51 770 560 (51,3 % de femmes et 48,7 % d'hommes)
Capitales	Cape Town (Parlement) Pretoria (exécutif et administration) Bloemfontein (judiciaire) Johannesburg (Cour constitutionnelle)
Chef d'Etat	Jacob Zuma (depuis mai 2009-réélu en 2014)
Forme de l'État	État unitaire avec neuf provinces dotées de nombreuses compétences
Système légal	Droit romain/hollandais et Constitution de 1996
Parlement	Bicaméralisme inégalitaire : une Assemblée nationale (400 membres élus) et un Conseil national des Provinces (90 membres nommés)
Régime politique	Parlementaire, président de la République élu par l'Assemblée nationale
Système électoral	Représentation proportionnelle de liste fondée sur le suffrage universel
Langues	11 langues officielles, l'anglais est utilisé pour les affaires. Le zulu est la langue maternelle la plus parlée.
Religion	Majoritairement chrétienne et liberté de culte garantie par la Constitution
Devise nationale	ke e : lxara llke (unité dans la diversité)
Jours fériés spécifiques	21 mars, 27 avril, 16 juin, 9 août, 24 septembre, 4 octobre, 16 décembre
Indicateurs socio-économiques	
Répartition par groupes raciaux (2011)	Noirs : 79,2 % - Métis : 8,9 % - Blancs : 8,9 % - Indiens : 2,5 %
Démographie (2011)	0-4 ans : 10,8 % ; 5-19 ans : 31,5 % ; 20-29 ans : 33,1 % ; 40-64 ans : 16,7 % ; + de 65 ans : 7,9 %
PNB national/ par habitant (2011)	350,6 milliards \$ / 6 617,91 \$
Croissance économique	2013 : 2,0 % 5,2 % (entre 2005 et 2007)
Chômage (% pop. active) (2013)	25,4 % (selon OIT) - 40 % (définition large)
Inflation	13,7 % (en 2008) - 5,9 % (oct. 2009)
Mortalité infantile (pour mille naissances)	Noirs : 50 ; Blancs : 5 ; Métis : 25 ; Indiens : 12

AFRIQUE DU SUD : 20 ANS DE DÉMOCRATIE CONTRASTÉE?

Taux d'alphabétisme (moyenne globale des personnes de + de 15 ans sachant lire ou écrire une langue)	87,5%
Urbanisation (moyenne nationale)	56%
Monnaie	Rand (ZAR) divisé en cent (au 11-2014 : 1euro = 13,87 Zar)
Principaux secteurs de production	Industrie (automobile), tourisme, finance, transports, communication
Contribution au PNB (en %)	Primaire (10,5%) ; secondaire (23,5%) ; tertiaire (66%)
Exportations	Or, diamants, minerais, composants automobiles, produits alimentaires
Importations	Équipements de transport, produits manufacturés, pétrole

Sources : South Africa at a Glance 2012/13 et recensement 2011.

